

régimes autoritaires en Amérique latine et l'absence d'intérêts américains vitaux dans cette partie du monde allaient maximiser l'impact de sa philosophie des droits de l'homme, il a déchanté en constatant que les États-Unis ont, en fait, d'importants intérêts dans cette région. L'Administration a réussi à se distancier du régime répressif de Pinochet au Chili, mais elle n'a pas su faire bon usage de la politique de la carotte et du bâton au niveau de l'aide au Brésil, à l'Argentine, au Salvador et au Guatemala. Ainsi, les États-Unis se sont mis ces pays à dos sans pour autant que des progrès notables y aient été accomplis sur le plan des droits de l'homme. En ce qui a trait à Cuba, les ouvertures de la première heure de l'Administration ont semblé opportunes jusqu'à ce que surviennent les incursions cubaines à l'étranger. Sur le plan des relations avec le Mexique, relations qui gagnent toujours en importance, l'équipe Carter n'a pas fait très bonne figure en dépit d'intentions plus louables que celles de ses prédécesseurs. A un héritage de mauvaises relations avec lequel toute administration aurait eu à compter, ce gouvernement a ajouté des problèmes de sa création. Les relations américano-mexicaines se ressentent des bévues commises dans les négociations pétrolières, des observations malencontreuses faites par le président Carter lors de son voyage au Mexique, ainsi que de l'échec des démarches visant à régler le problème des travailleurs mexicains illégaux aux États-Unis. Enfin, il faut signaler que l'Administration Carter mérite des félicitations pour sa position dans le dossier du canal de Panama. Dès son arrivée au pouvoir, le président avait placé le Traité de Panama au premier rang de ses priorités, et il a su donner suite.

Moyen-Orient

Si l'Administration Carter a suivi à l'égard du Moyen-Orient une politique ambitieuse, assez clairvoyante et jusqu'à un certain point innovatrice, dont sont issues plusieurs réalisations d'importance, il n'en demeure pas moins que les intérêts américains dans cette région du monde ont gravement souffert de la tournure imprévue prise récemment par les événements. Bien qu'il se soit efforcé de faire montre d'une plus grande impartialité que son prédécesseur face aux questions israélo-arabes, le gouvernement américain a continué de s'en tenir en dernière analyse à une stratégie axée sur les deux «piliers», l'Iran et l'Arabie Saoudite. Il convient donc de ne pas sous-estimer l'impact de la chute du régime impérial en Iran et du refroidissement de l'amitié des Saoudiens par suite des accords du Camp David. Selon toute vraisemblance, on assiste à un ébranlement du dispositif garantissant l'approvisionnement américain en pétrole par le biais d'arrangements régionaux de sécurité. Les États-Unis envisagent apparemment d'opter pour une politique plus énergique élaborée dans le cadre d'une «doctrine Carter pour le Moyen-Orient», ainsi qu'en

font foi le voyage effectué au Moyen-Orient l'hiver dernier par le secrétaire à la Défense Harold Brown, l'instruction des militaires saoudiens par les Forces américaines, l'envoi en février d'un porte-avions dans la mer Rouge lors du conflit au Yémen, et le projet de détachement du Commandement pour le Moyen-Orient du Commandement pour l'Europe. C'est donc dire que l'Administration a récemment reconnu la nécessité d'adopter une stratégie particulière pour protéger les intérêts américains au Moyen-Orient.

Asie du Sud et de l'Est

Très consciente des expériences de ses prédécesseurs en Asie du Sud-Est, l'Administration a d'abord cherché à atténuer la présence américaine dans cette partie du monde. Dès son arrivée au pouvoir, Carter donnait suite à sa promesse électorale et amorçait le retrait des troupes américaines de la Corée du Sud, jusqu'à ce que les Japonais lui signifient leur mécontentement. Parallèlement, l'ASEAN faisait savoir à l'Administration qu'une confirmation de la présence américaine en Asie s'imposait. Le président Carter n'a donc eu d'autre choix que d'assumer en Asie des responsabilités contre lesquelles il s'était fortement insurgé au cours de sa campagne électorale. Cette contradiction, bien qu'elle soit due surtout aux réalités du pouvoir, a terni l'image du président. Qui plus est, par son refus de critiquer énergiquement l'attitude des pays asiatiques, y compris ses alliés, qui ne respectent pas les droits de l'homme, l'Administration a perdu une partie de sa crédibilité. Si l'on fait abstraction des assurances militaires, l'équipe Carter s'est largement désintéressée de l'Asie du Sud et de l'Est.

Union soviétique

De façon générale, la politique soviétique de l'Administration n'a pas été heureuse et ce, malgré les récents accords SALT II. Elle a d'abord commencé par mal évaluer le rôle assumé par les Soviétiques sur la scène mondiale, et partant, par se méprendre sur leurs intentions. Assurée d'une force et d'une supériorité qu'elle croyait le legs de la «détente», l'Administration Carter a pour ainsi dire ignoré l'Union soviétique sauf pour intervenir occasionnellement au chapitre des droits de l'homme et pour régler les grandes questions ayant trait aux négociations SALT. Et pourtant il y a eu aussi des événements en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie qui ont fait surgir des problèmes dans les relations américano-soviétiques. Comme la perception qu'avait l'Administration de l'ordre mondial sur le plan non stratégique était gouvernée par la doctrine du trilatéralisme, les accords SALT étaient perçus comme un but en soi, sans répercussion immédiate dans d'autres domaines. La confusion dans les attitudes à l'égard des Soviétiques au sein même de l'Administration reflétait donc l'image que celle-ci s'était faite de l'Union soviétique, et qu'elle transmettait à la population américaine aussi